

# Tribune de la CGT publiée sur Médiapart



franceinfo TV

Nouvelles dérives « Le Pour et le Contre »

**Lancée en 2016, la chaîne TV franceinfo devait constituer un contre-modèle d'information en continue de service public. Faute de moyens notamment, cette ambition s'est considérablement étiolée, et les incidents éditoriaux se sont progressivement multipliés. Pour la CGT de France Télévisions, qui s'élève contre de nouveaux propos problématiques tenus à l'antenne, cette dérive est inacceptable.**

Il y a peu, la CGT de France Télévisions saisissait dans une [lettre ouverte](#) le directeur de l'information suite à une série de propos problématiques tenus sur l'antenne de franceinfoTV autour du week-end du 1<sup>er</sup> mai. Il aura suffi de seulement quelques jours pour que ce soit de nouveau le cas, cette fois dans l'émission *Le Pour et le Contre* du samedi 6 juin.

Ce programme, diffusé les vendredi, samedi et dimanche à 22h, est apparu en début de saison 2025-2026 et s'articule en deux parties. La première est consacrée aux commentaires sur l'actualité de deux « intellectuels », Nathan Devers et Paul Melun, et la seconde à la réception d'un ou deux invités (successifs), interrogés par la présentatrice et nos deux chères têtes pensantes. L'objectif affiché : apporter au public *via* leur regard éclairé, du « recul » et de la « hauteur ». Malheureusement, le gouffre qui sépare le projet de la réalité est béant et, en matière de dérive éditoriale, et cette fois-ci des sommets ont été atteints.

## « Humaniste » la droite chiraquienne ?

En guise de hauteur et de recul, les téléspectateurs ont eu droit ce jour-là à une succession de propos pour le moins problématiques. Ainsi, en commentant le décès de Bernadette Chirac, Nathan Devers a fait part de sa nostalgie d'une droite chiraquienne qualifiée « d'humaniste ».

S'il est exact, par exemple, que pour se faire réélire en 2002, Jacques Chirac a maintenu une distance marquée avec l'extrême droite (y compris pour des raisons tactiques), son positionnement a en réalité été très fluctuant en fonction de ses intérêts contingents. Rappelons, par exemple, les propos qu'il a tenu lors de son fameux discours d'Orléans le 19 juin 1991, alors qu'il cherchait à reconquérir une partie de son électorat déjà séduite par le FN : *« C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs [...] Si vous ajoutez à cela **le bruit et l'odeur** [rires nourris], eh bien le travailleur français sur le palier, il devient fou. Il devient fou. C'est comme ça. Et il faut le comprendre, si vous y étiez, vous auriez la même réaction. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela ».*

En matière de discours humaniste, on a connu plus convaincant...

On pourrait, encore, se souvenir que dans le système de fraude électorale massive, mis en place pour assurer les multiples réélections de Jacques Chirac à la Mairie de Paris, et pour lequel son principal bras droit (Alain Juppé) et son successeur (Jean Tiberi) ont servi de fusibles devant la justice (et ont été condamnés), plusieurs enquêtes journalistiques ont révélé,

entre autres, que les identités de bébés et de personnes décédées ont été mises à profit afin de « bourrer les urnes ».

On pourrait également rappeler la mise à mort de Malik Oussebine en 1986 par les brigades de « voltigeurs » créés sous l'autorité de Charles Pasqua, lieutenant indéfectible et alors Ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac. Une autre leçon d'humanisme profondément inspirante !

Bref, la liste des faits d'armes problématiques de Jacques Chirac et de ses soutiens est longue comme le bras et, pour en revenir à notre prétendu intellectuel censé éclairer l'actualité en apportant recul et hauteur de vue, accoler le qualificatif « d'humaniste » à un courant politique qui s'est adonné à de telles pratiques pose, dans le meilleur des cas, la question de sa compétence réelle pour une telle mission.

## La France gouvernée « à gauche » ?

Le même soir, le premier invité de la seconde partie de l'émission est Tugdual Denis, rédacteur en chef de *Valeurs Actuelles*. Il est reçu pour un livre dans lequel il étale notamment sa douleur d'avoir été stigmatisé pour avoir assumé publiquement ses convictions très droitières (tout en témoignant sans fard de la situation socioculturelle ultra privilégiée dans laquelle il a évolué depuis l'enfance). Si nous ne sommes pas là pour juger des blessures intimes de qui que ce soit, nous ne pouvons que constater le caractère factuellement douteux de certains propos tenus sans la moindre contradiction ni le moindre éclairage analytique en plateau.

Même sans s'attarder sur ses propos sur la France Insoumise, qualifiée au passage par Tugdual Denis, sans l'ombre d'un début de démonstration, de parti « quasiment antisémite » (JL Mélenchon sera par ailleurs accusé dans l'émission du lendemain soir par Paul Melun, dans un moment de fulgurance intellectuelle dont chacun pourra juger de la pertinence, de se placer « *au fond du ravin de la décence humaine* », avant de se voir comparé, de manière en plus mal assumée, avec le collaborationniste Marcel Déat), il y avait tout de même matière à débat. Au cours de l'entretien, après avoir soutenu, par exemple, que le RN de Marine Le Pen avait fait un vrai « *aggiornamento* » (sous-entendu : plus rien à voir avec le FN de papa, on peut donc sans la moindre honte s'en remettre à lui), Tugdual Denis affirme, très sérieusement, que si en apparence la droite gouverne en France depuis un bon moment, la politique menée, notamment en matière économique et migratoire, est en réalité « de gauche ».

Deux constats, documentés par une multitude d'études universitaires, permettaient pourtant *a minima* d'ouvrir la discussion. D'une part, le niveau des inégalités socioéconomiques connaît une croissance presque continue en France depuis le milieu des années 1980. D'autre part, les lois durcissant les conditions migratoires se succèdent à un rythme soutenu depuis plusieurs décennies. Dernier exemple en date : la loi « Immigration », votée il y a seulement deux ans par une large majorité des parlementaires du centre, de la droite, et de l'extrême droite, contenait certaines mesures tellement restrictives qu'elles étaient en réalité anticonstitutionnelles. Bref, il est factuellement impossible d'affirmer en bloc que sur les questions économiques et migratoires la France est gouvernée « à gauche ». La triste réalité est que l'orientation défendue par le rédacteur en chef de *Valeurs Actuelles* puise largement ses racines dans la tradition réactionnaire et antisociale de l'extrême droite.

Pourtant, aucune ébauche de réflexion ne sera exprimée en plateau pour éclairer ses affirmations mensongères, que ce soit par nos deux intellectuels de choc (passés par Arte mais aussi par CNews) ou par la présentatrice. Une telle attitude, malheureusement, relève de la règle plutôt que de l'exception dans cette émission *Le Pour et le Contre*, si mal nommée faute de contradiction.

## Une dictature criminelle qui en « vaut la chandelle »

Ce samedi soir, décidément riche en propos hasardeux, la seconde invitée est une consœur journaliste. Elle publie un livre consacré à une rwandaise visiblement admirable qui, elle-même victime, aide les femmes qui ont subi les violences sexuelles les plus atroces pendant la période du génocide à se reconstruire. En fin d'entretien, elle évoque le régime « autoritaire » de Paul Kagamé en des termes pour le moins étonnants : elle affirme, tout en mentionnant les assassinats de journalistes et les tortures dont sont victimes les opposants politiques, que « *le jeu en vaut la chandelle* » au regard de la stabilité actuelle du Rwanda et de sa situation économique en particulier.

Ces propos, indéniablement problématiques, dont on ne peut écarter l'hypothèse qu'ils relèveraient d'une expression malheureuse et mal maîtrisée plutôt que d'une intention relativiste, auraient néanmoins dû provoquer, même en fin d'émission, une réaction de la part de nos deux « intellectuels » ou de la présentatrice, afin de permettre l'émergence de précisions, de rectifications, ou au moins d'une prise de distance, indispensables. Une fois de plus il n'en a rien été.

## Le Pour et le Contre : une émission problématique de longue date

L'intention affichée par la direction de *franceinfo* lors de la création de cette émission, sortir du commentaire à chaud pour proposer un regard pertinent et distancié sur l'actualité, est tout à fait louable. Il s'agit d'ailleurs de la motivation qui a présidé à la création de la chaîne à la rentrée 2016, une émission respectueuse d'un tel projet aurait donc toute sa place à l'antenne.

Cependant, *Le Pour et le Contre* a tout d'abord suscité l'étonnement au sein de l'équipe de *franceinfo*, sentiment qui s'est mué assez rapidement en une vraie défiance. En effet, en guise de recul et de débat, ce sont bien trop souvent des points de vue en réalité convergents ou complémentaires, et un conformisme boursoufflé de prétention intellectualisante, que nos deux intellectuels de salon (de cour ?) ont déversé toute la saison sur un public qui n'en demandait pas tant.

Par ailleurs, le choix, parfaitement louable, de se tenir à distance de l'hystérisation qui caractérise aujourd'hui le débat médiatique, s'est malheureusement trop régulièrement mué en une déférence, voire en une obséquiosité gênante, envers des invités aux points de vue et aux propos régulièrement douteux. Ainsi, parmi de nombreux exemples, ceux qu'a pu tenir Michel Onfray assez tôt dans la saison sur la prétendue « réalité » du « grand remplacement », sans que personne en plateau n'y ait trouvé à redire.

Certaines émissions ont provoqué tellement de commentaires en interne qu'il a très officiellement été demandé aux techniciens, légitimement choqués par un spectacle aussi consternant sur les antennes du service public, de garder leurs réflexions pour eux. Par ailleurs, quelques mois seulement après son lancement, une partie de l'équipe éditoriale originelle a changé d'affectation tant l'atmosphère est lourde autour de ce programme.

**Devant une situation éditoriale, déontologique et professionnelle aussi catastrophique, la CGT de France Télévisions demande qu'une réflexion soit menée sans délai avec l'ensemble des équipes et que des décisions soient prises très rapidement afin, non seulement, que cette émission soit enfin en mesure de remplir sa mission initiale, mais également que les équipes techniques et éditoriales qui concourent à sa fabrication puissent retrouver des conditions sereines d'exercice de leur métier.**

Paris, le 23 juin 2026